



Discours d'installation du Professeur Slim Khalbous, Recteur de l'Agence universitaire de la Francophonie, en qualité de membre associé de l'Académie des sciences d'outre-mer par Christine Desouches, Présidente Honoraire - ASOM

Vendredi 3 juillet 2026

Monsieur le Président de l'Académie des sciences d'Outre-mer,

Monsieur le Secrétaire perpétuel,

Chères Consœurs, chers Confrères,

Distingués invités,

En vos grades et qualités,

Monsieur le Recteur,

Il me revient, à la demande de celui que nous nous apprêtons à accueillir — que je remercie pour sa confiance — l'honneur et la responsabilité de procéder maintenant à l'exercice solennel — et toujours émouvant — de l'Installation au sein de notre Compagnie, en qualité de membre associé, du Professeur Slim Khalbous, ancien ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche de Tunisie, Recteur de l'Agence universitaire de la Francophonie (AUF). Vous lui avez donné vos suffrages en Comité secret, le 10 avril dernier, et le Recteur a bien voulu répondre favorablement à cette invite.

Nous l'en remercions, tout comme de la communication qu'il a accepté, en outre, de nous livrer la semaine dernière, le 26 juin, durant laquelle il nous a dévoilé magistralement la genèse et le déploiement, dans toutes ses composantes, du projet d'envergure que constitue « la diplomatie scientifique francophone ».

Plus qu'un projet séduisant, c'est bien d'un « Manifeste », signé par 43 ministres de l'Enseignement supérieur et de la Recherche et dans lequel il s'est totalement investi depuis plusieurs années, dont il s'agit, placé aujourd'hui au fronton de la stratégie de l'AUF et de la coopération universitaire internationale, et valable pour l'ensemble de la Communauté francophone et de ses partenaires, comme l'ASOM : dans un contexte international aux injonctions de plus en plus complexes et aux mutations rapides, mettre la science au service de la décision politique et de l'action ; ou, plus précisément encore, mettre les connaissances

scientifiques des francophones au service de cette communauté de langue et de valeurs qu'est la Francophonie, de toutes ses institutions et de tous ses membres.

Ma tâche en sera largement facilitée, et mon propos sur les ambitions que le Recteur, avec ses collaborateurs-que j'ai le plaisir de saluer-nourrit pour l'AUF, dès lors pour partie resserré.

C'est au titre de l'AUF que j'ai rencontré Slim Khalbous, son Recteur depuis 2019, que j'avais invité à participer à la séance du 7 juin 2024, à l'ASOM, consacrée à la Francophonie et, en particulier, à la préparation du Sommet de Villers-Cotterêts.

Il s'agissait de prendre la mesure des réalisations de l'un des Opérateurs majeurs des Sommets- aux côtés de l'AIMF, de TV5 Monde et de l'Université Senghor d'Alexandrie, sans oublier l'Assemblée parlementaire de la Francophonie, assemblée consultative, et l'Organisation inter-gouvernementale qu'est l'OIF — selon les termes de la Charte de 1970, révisée à Hanoï en 1997, puis complétée à Antananarivo en 2005, chargé depuis le Sommet de Dakar de 1989 de la coopération multilatérale francophone en matière d'enseignement supérieur et de recherche scientifique.

Mais plus que cela, rappelons-nous que ce qui était alors l'Association des universités partiellement ou entièrement de langue française (AUPELF), une des premières structures de solidarité francophone, créée dès 1961, à Montréal, à l'initiative de Jean-Marc Léger — lequel deviendra premier Secrétaire général de l'Agence de coopération culturelle et technique(ACCT) — pour faciliter les échanges entre universitaires parlant le français, devait marquer dès l'origine la construction de cet Ensemble inédit du sceau de l'intellectualité, du savoir et de la transmission.

Chères Consœurs et chers Confrères,

Monsieur le Président, Monsieur le Secrétaire perpétuel,

Je voudrais dans ce sens mettre aussi à profit, si vous me le permettez, cette évocation du passé fondateur de l'AUF et de la Francophonie pour rendre à nouveau un hommage ici, à l'ASOM, à la mémoire et à l'œuvre de l'un des illustres prédécesseurs du Recteur Khalbous, celui qui a mené des combats historiques pour assurer et garantir le rôle -dans le respect de son autonomie- de l'AUF dans la galaxie institutionnelle francophone, le Professeur Michel Guillou, fondateur aussi des Chaires francophones, appelées à faire mieux connaître l'espace francophone dans toutes ses dimensions.

L'intervention du Recteur Khalbous, en ce mois de juin 2024, autour, précisément, de « la diplomatie scientifique francophone », allait effectivement retenir mon attention. Non seulement son approche de la Francophonie, de ses faiblesses et de ses atouts rencontraient en large partie ma propre vision, telle que consignée en 2025 dans mon ouvrage « De la Francophonie », mais c'était là aussi une démarche qui faisait écho, sous une tout autre forme, à la vocation conférée par le Président Mitterrand au Haut Conseil de la Francophonie, créé en 1984 auprès de la présidence française et rassemblant, pour études, débats et avis, des intellectuels, écrivains, artistes, politiques, provenant de tous les pays francophones dans leur diversité ; le Président Jacques Chirac chérirait à son tour cet organisme sans pareil — qui a

malheureusement disparu, dans des conditions très contestables — animé par Stélio Farandjis, puis, plus tard, par Christian Valantin, au point de le mettre à la disposition du nouveau Secrétaire général de la Francophonie, Boutros Boutros-Ghali, élu à Hanoï en 1997, afin de l'éclairer dans l'exercice de ses fonctions politiques.

Pouvoir compter sur une expertise de qualité et savoir comment l'organiser a toujours constitué une source de controverses en Francophonie, un enjeu majeur et un point d'achoppement des réformes institutionnelles. J'ai été personnellement confrontée à cette question concernant la préhension des concepts qui ont joué, en effet, dès le départ, un rôle majeur dans la mobilisation au service de l'affirmation d'une Francophonie politique se réclamant de valeurs partagées et entendant les promouvoir et les défendre.

Qu'il s'agisse du concept d'Etat de droit qui s'est révélé fondateur et fédérateur du consensus entre pays francophones ou encore, plus tard dans la préparation de la Déclaration de Bamako, puis de celle de saint Boniface, ceux de la démocratie et de la sécurité humaine, qui méritaient d'être explicités et déclinés en engagements concrets, le recours à l'AUF semblait légitime à l'endroit d'une institution multilatérale regroupant plus de mille universités et centres de recherche répartis dans 120 pays. Il s'est avéré vain. L'AUF entretenait, certes, un réseau dans ces domaines, mais souffrait du cloisonnement persistant entre les acteurs de la Francophonie et suivait sa propre dynamique, au tempo différent de celui de la décision politique.

C'est donc intuitu personae que j'ai sollicité, en complément de la contribution remarquable d'acteurs politiques des transitions démocratiques, d'experts renommés, de parlementaires, de praticiens membres des réseaux institutionnels et de la société civile, les compétences d'universitaires de tout l'espace francophone, et notamment celles du Président de notre 3e section, le Professeur Jean du Bois de Gaudusson, alors Président de l'AUF. Les formes étaient sauvées ! Plus tard, je découvrirai l'excellence des études menées sur ces champs par l'AUF, en particulier concernant la sécurité humaine.

Tard, mais peut-être pas trop tard, tant la reprise sur le métier en Francophonie autour de l'approfondissement de ces concepts, au niveau national et international, m'apparaît, avec la réflexion actualisée sur les valeurs communes, prioritaire et déterminante pour le sort lui-même de la Francophonie en tant qu'organisation internationale.

Depuis, la prise de conscience de la nécessité de travailler ensemble, de s'épauler, a en partie progressé, tel que l'illustre la diplomatie scientifique déjà en acte.

Consolider cette démarche, dans la complémentarité et la réciprocité, est un des défis sensibles de la future gouvernance de la Francophonie, avec l'appui sans détour de la prochaine ou du prochain Secrétaire général (e) de la Francophonie.

C'est dans ce contexte que l'idée partagée a germé, celle de proposer au Recteur Slim Khalbous de rejoindre l'ASOM en qualité de membre associé, collègue spécifique de personnalités œuvrant conformément aux orientations et à l'esprit de l'ASOM et à sa devise, dans un même souci de mobiliser des compétences pour mettre leur science et leur savoir-faire ensemble au service du développement et de la paix et émettre des suggestions innovantes.

Composé de responsables politiques, chefs d'État et de gouvernement, juristes, journalistes, auteurs et essayistes de talent provenant de très nombreux pays de l'espace francophone, ce collège, longtemps mis en veilleuse, a récemment retrouvé son attrait. Ses vertus, dont celles de constituer le lieu potentiel de regards et d'analyses croisés, de respect de la différence, de dialogue des cultures, à l'apport inestimable pour mieux comprendre un monde en reconfiguration, ont été redécouvertes — et je me félicite d'avoir contribué pour partie à cette renaissance sous ma présidence.

Cette refondation, misant notamment sur une représentation géographique et socio-professionnelle élargie, a déjà permis l'entrée à l'ASOM, en 2025, de deux Figures respectées dans notre Espace et dans le monde, Jean-Louis Roy, ancien Secrétaire général de l'Agence intergouvernementale de la Francophonie, puis Sa Majesté Norodom Sihamoni, Roi du Cambodge qui nous a fait l'honneur de nous rejoindre.

Une étape nouvelle se dessine avec l'arrivée des six personnalités pressenties en 2026, dont l'installation, ce jour, d'un intellectuel doublé d'un humaniste et- ce qui est plus rare- de capacités d'entraînement et de gestion, tant sur le plan politique que sur celui des institutions qui lui sont confiées, inaugure avec bonheur de telles perspectives.

Cher Slim Khalbous,

La constance dans vos convictions, de fond comme de méthode, la détermination à mener à bien les missions que vous vous êtes fixé ou que vous avez acceptées, l'indépendance avec laquelle, dans votre parcours personnel et professionnel mêlés, vous servez les causes que vous embrassez, semblent constituer, avec une forte cohérence, la toile de fond d'un engagement qui ne s'est pas démenti depuis des décennies au service de la collectivité, de votre pays et de la Francophonie.

Le temps imposant sa dictature, je ne saurai ici que retracer certains des pans de ce parcours, que j'ai moi-même découvert récemment et qui incitent à dresser de vous le portrait d'un homme occupé, d'un travailleur acharné : universitaire, chercheur, entrepreneur, manager tout à la fois, politique — disons-le —, exigeant, sans doute, mais à l'impatience chaleureuse et ouvert à ses interlocuteurs.

Larges consultations préalables avec les intéressés, écoute, dialogue et concertation, souci de l'élaboration-de la co-construction- d'une vision stratégique déclinée en axes concrets, fermeté quand la concertation dérape : la « méthode » Khalbous, ou, plus exactement, sa philosophie d'action, trouve loin ses racines, dans ses options personnelles et sa formation. Cette méthode participative semble à l'évidence avoir fait ses preuves.

En témoignent en particulier les réformes d'envergure menées, sous votre égide, aussi bien à l'Université qu'au ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche et à l'Agence universitaire de la Francophonie.

Vous êtes né en 1971, en Tunisie, choyé dans une famille d'intellectuels éprise de la chose publique : un père très actif et influent, professeur de gestion, enseignant dans le supérieur, longtemps président de l'association des anciens élèves de l'IHEC, l'Institut des hautes études

commerciales fondé en 1942, à Carthage, et qui a conduit, en tant que maire, les destinées de la seconde ville la plus importante de Tunisie après Tunis, Ariana ; une mère professeure de français, puis directrice de lycée ; des oncles ambassadeurs et hauts responsables d'organisations internationales, comme le BIT.

Tous les ingrédients étaient présents pour vous insuffler le goût de la langue française et de l'investissement personnel concret au service de votre pays, dans l'ouverture au continent et au monde, comme nous l'enseigne l'Histoire.

Votre pays, qui a longtemps joué, grâce notamment à l'action de celui qui l'a mené à l'indépendance, le Président Habib Bourguiba, d'une grande considération concernant en particulier l'éducation et le statut des femmes, et l'option clairement prise en faveur de la Francophonie.

Chacun le sait : considéré comme un des Pères de la Francophonie moderne, son soutien au projet de Communauté organique francophone, nourri puis présenté par le Président Léopold Sédar Senghor dans le cadre de l'OCAM en 1966, aux côtés du Président Hamani Diori, du Niger, et du Roi du Cambodge, Sa Majesté Norodom Sihanouk, fut décisif.

Mettant dans cette cause toute sa force de persuasion, ses discours, à l'occasion de la tournée qu'il entreprit en Afrique subsaharienne à la fin de l'année 1965, convaincu de l'importance de la relance de la coopération tuniso-africaine, permirent notamment de lever un certain nombre de doutes ou de réticences sur la finalité réelle de cette entreprise inédite. Aux yeux du Président Bourguiba, ce projet de regroupement, un peu sur le modèle du Commonwealth, ne présentait aucun danger, ni sur le plan de la souveraineté, ni sur celui de la langue, ni, enfin, sur celui de la solidarité africaine. Réaliste, il rassura ; il saura convaincre.

À la tête de l'AUF, vous renouez avec ce précieux héritage francophone, comme vous l'avez fait en tant que ministre de l'Enseignement supérieur en renforçant résolument les liens avec les universités africaines subsahariennes et en développant les échanges avec leurs étudiants et leurs enseignants.

Pour vous, les choix seront tôt faits — les vôtres, en toute indépendance.

Choix des études de gestion, comme votre père, certes, mais différemment, puisque vous opterez pour l'Institut supérieur de gestion (ISG) au lieu de prétendre intégrer l'IHEC, même si le destin, plus tard, vous fera élire comme Doyen — le plus jeune qu'il ait connu — de ce même Institut fameux, pour la plus grande fierté de ce même père.

Tout comme, d'ailleurs, vous lui succéderez à la tête de la puissante Association internationale des étudiants en sciences économiques et commerciales, ou encore effectuerez, par le plus grand des hasards de la technique, comme lui, à quelques décennies d'intervalle, un stage en ce qui était alors la Yougoslavie.

Choix, dès le lycée, de vous investir dans le monde associatif et les actions humanitaires plutôt que de vous engager dans la politique partisane. Là déjà, votre esprit d'entreprise vous conduira à prendre des initiatives originales, tel le voyage que vous organiserez entièrement, à la fin de

vos études secondaires, avec cinquante de vos congénères, pour parcourir la France, ses villes et ses villages, ses musées et ses plages, avec des incursions en Espagne et en Italie. Reçu dans différentes universités, et grâce à ce test grandeur nature, vous choisissez l'Université de Toulouse pour son niveau d'excellence et... l'art de vivre cultivé dans la région.

Choix du double cursus, à Toulouse, de 1995 à 2000, à travers un DEA de gestion, puis une thèse en sciences de gestion — pour laquelle vous obtiendrez, en 2000, la mention très bien avec les félicitations du jury — et un DEA de science politique (1996) à l'Institut d'études politiques, avec un mémoire sur les sondages. Car, comme vous l'expliquerez à votre directeur de thèse, gestion et politique sont indissociables et se confortent mutuellement, à l'image de votre sujet de doctorat sur le management interculturel des grandes entreprises, ou comment s'adapter aux contextes socio-culturels différents tout en maintenant les fondamentaux d'une entreprise multinationale.

Choix de rejoindre sans tarder, dès Toulouse — où, comme vous me l'avez confié, votre future épouse terminera de même sa thèse — en parallèle avec les études universitaires, le monde du travail, en tant que consultant auprès d'une entreprise française intéressée par cette double formation. De retour à Tunis, en 2000, vous fondez votre propre société en tant qu'entrepreneur, pour contribuer à fournir l'expertise requise, avant de créer une deuxième société, spécialisée dans le développement stratégique, l'étude de marché, la communication et les technologies de l'information et de la communication, en direction des entreprises étrangères implantées en Tunisie et dans le Maghreb.

Mais c'est à une carrière universitaire sans concession que vous vous consacrez dès lors, de 2000 à 2019, à l'Université de Carthage : assistant, maître-assistant, maître de conférences, professeur des universités, après avoir réussi le concours national d'agrégation. Là, en sus de vos enseignements, vous vous livrez dans le même temps à des activités intenses de recherche : rédacteur en chef d'une revue scientifique, la Revue tunisienne du marketing (2010-2016) ; publication de très nombreux articles dans des revues scientifiques ; vous dirigez des mémoires et présidez, jusqu'à il y a peu, des jurys de thèses de doctorat (10 Thèses en Sciences de gestion entre 2013 et 2023), sans oublier, de nombreuses publications, y compris sur la Francophonie, classiques ou plus engagées, comme « Encourager l'entrepreneuriat féminin », dans l'ouvrage collectif « Ensemble pour les droits des femmes ! », aux éditions Gallimard.

Responsable pédagogique du master « Création d'entreprise et ingénierie entrepreneuriale » de 2007 à 2011, vous dirigez le département « Gestion, Droit et Langues », tout en continuant, de 2005 à 2016, à professer des enseignements à l'étranger, en France, au Maroc et au Liban.

Vous êtes, depuis 2019, Professeur des universités en détachement, Recteur de l'AUF.

Les Printemps arabes, et celui, en particulier, tunisien, qui ouvre cette séquence historique avec l'immolation d'un jeune homme en guise de protestation, les mouvements sociaux et politiques de fond qui en résultent et le départ du Président Ben Ali en janvier 2011, surprennent, en suscitant des espoirs immenses, à la mesure de la soif de libertés partagée par chacun. La mobilisation est extrême, de la société civile aux formations partisans, et un cycle d'élections pluralistes est organisé sous l'égide d'un gouvernement provisoire, avec l'accompagnement

massif de la communauté internationale — dont l'élection d'une Assemblée constituante en octobre 2011.

C'est dans ce contexte qu'intervient votre élection, en 2011, et jusqu'en 2016, en tant que Doyen du prestigieux Institut des hautes études commerciales (IHEC), à l'effectif de 4 000 étudiants et de 380 enseignants-chercheurs et experts professionnels.

Vous innovez en créant « HEC Prépa », un programme d'excellence pour les meilleurs étudiants, une École doctorale et en signant plusieurs conventions avec des entreprises et une dizaine de partenariats actifs avec des universités internationales. Vous organisez plusieurs forums de l'emploi, des Journées de la recherche pour l'innovation, ainsi que des conférences avec des personnalités extérieures. HEC Carthage redevient l'école de gestion affichant le taux d'admission le plus élevé de Tunisie et l'un des meilleurs toutes disciplines confondues. Elle se classe également première en termes d'insertion professionnelle de ses diplômés.

C'est sans doute cette réussite qui retient l'attention du Premier ministre de la transition démocratique, Youssef Chahed, nommé par le Président Essebsi et à la recherche d'un second souffle et d'une nouvelle équipe gouvernementale après le départ des islamistes, dans le climat de tensions sociales et économiques, parsemé de grèves et d'affrontements avec les syndicats, qui s'est peu à peu installé dans le pays.

La révolution peine et, comme l'écrira le Professeur Yadh Ben Achour dans sa leçon au Collège de France — soutenue d'ailleurs par l'AUF —, elle est restée « inachevée », même si les graines de la démocratie y ont été durablement semées.

Sans vous connaître personnellement, et après quelques entretiens avec ses collaborateurs, il fait appel à vous pour prendre en charge le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche et la réforme du système universitaire. Ce ministère est stratégique à tous égards, tant par sa taille — 45 000 fonctionnaires, 300 000 étudiants —, son budget, que par les responsabilités qui sont les siennes dans le contexte de contestations multiformes, nourries en partie par le chômage des jeunes, requérant des réponses substantielles. C'est un des trois postes ministériels soustraits à la désignation des partis politiques. Vous acceptez de franchir le pas, conscient des enjeux que cela représente pour votre pays à une époque charnière. Et vous y servirez d'août 2016 à décembre 2019.

Vous vous attelez à la tâche en commençant par organiser les Assises nationales de l'enseignement supérieur et de la recherche, précédées par une consultation nationale de huit mois auprès de tous les conseils scientifiques des établissements du pays et la création de comités thématiques.

Une vision et une stratégie claires pour 2030, axées sur la bonne gouvernance et l'ouverture de l'université tunisienne sur son environnement et à l'international, sont adoptées. Cela facilite la reprise du dialogue avec les syndicats, historiques comme l'UGT ou plus récents, comme ceux rattachés aux islamistes. Parmi les principales réalisations à mettre à votre actif durant les trois années qui suivent, nous pouvons citer : l'adoption d'un texte pour la démocratisation du système de gouvernance des universités publiques, par l'élection actée des présidents

d'université et des doyens des établissements ; la réforme des curricula par le renforcement des compétences linguistiques, relationnelles, culturelles et technologiques ; la réorganisation des structures de recherche ; le renforcement de l'employabilité des diplômés — création de plus de 150 « Centres de certification des compétences et des carrières », création du Statut national d'étudiant-entrepreneur, réalisé en coopération avec l'AUF, qui encourage l'innovation, l'entrepreneuriat et la création de start-ups au sein des universités ; le renforcement de la coopération internationale — « Campus Tunisie en Afrique », « China Campus », avec l'invitation d'une trentaine d'universités chinoises parmi les mieux classées au monde.

Monsieur le Recteur,

Après trois années de ce qui s'apparente à maints égards, en dépit du caractère passionnant de cet exercice, à un véritable sacerdoce, vous souhaitez, dans un contexte où le champ politique s'est par ailleurs drastiquement refermé, prendre du recul et de la distance. Instruit de cette opportunité par un ami, vous vous portez candidat au poste vacant de Recteur de l'AUF. Élu par les instances, qui portent pour la première fois un non-Français à cette haute fonction, vous annoncez votre démission de votre poste de ministre en décembre 2019.

Votre arrivée à la direction exécutive de cette organisation internationale, l'AUF, ne suscite pas que des réactions positives. Avec une équipe rapidement renouvelée et étoffée, vous allez néanmoins de l'avant et engagez dès 2020 une consultation mondiale sans précédent sur les attentes à l'endroit de l'AUF : « plus de 15 000 réponses, venues d'étudiants, de chercheurs, de recteurs, de ministres, mais aussi d'associations ou de citoyens », qui débouche sur un Livre blanc de 200 pages et une stratégie quadriennale plébiscitée à 92 %.

Réélu pour un second mandat, vous mettez la même méthode participative au service d'une ambition assumée : transformer l'AUF — adaptation régionale, ouverture aux francophiles et à la société civile, au service d'une Francophonie universitaire, scientifique et professionnelle plus agile, plus connectée, plus ambitieuse, plus attractive pour la jeunesse francophone et mondiale.

Le stimulant Programme international de mobilité et d'employabilité francophone (PIMEF), destiné à favoriser notamment, grâce à une gestion multilatérale ordonnée des ressources, les flux Nord-Sud — accueillir, par exemple, des étudiants européens ou canadiens dans des universités du Sud, en est la preuve. Que les étudiants se connaissent, que se créent des liens d'amitié : c'est là, déjà, faire œuvre de Francophonie, que prolonge l'ambition d'une véritable éducation à la Francophonie en direction des jeunes générations.

Sortir d'une gouvernance exclusivement académique pour intégrer le regard du monde économique, des ONG, des décideurs publics, en est une autre : « Il ne s'agit plus de faire de la recherche pour la recherche, mais de mettre l'expertise universitaire au service de la transformation sociale et économique »

Les résultats parlent d'eux-mêmes. La stratégie 2021-2025, approuvée à l'unanimité lors de l'Assemblée générale de Bucarest, en 2021, a vu l'ensemble de ses objectifs et de ses indicateurs

clés de performance atteints, voire dépassés ; la stratégie 2026-2029 a été, à son tour, adoptée à l'unanimité lors de l'Assemblée générale de Dakar, en 2025. L'action de l'AUF est saluée.

Outre la diplomatie scientifique sur laquelle je ne reviendrai pas, l'innovation a également porté sur la gouvernance et la visibilité de l'Agence : création de conférences ministérielles annuelles pour les ministres chargés de l'enseignement supérieur et de la recherche ; création de dix conférences régionales des recteurs ; création d'un événement annuel majeur, la Semaine mondiale de la Francophonie scientifique ; création, enfin, de deux conseils consultatifs, le Conseil économique et social, composé de personnalités du monde économique, et le Conseil des réseaux, composé des présidents de réseaux scientifiques internationaux.

Comme vous-même, Monsieur le Recteur l'avez précédemment souligné dans ces lieux, un plan de promotion des publications scientifiques en français — label, plateforme, cartographie des revues et des thèses, est en cours et le multilinguisme scientifique n'a pas été oublié.

Parler aux francophiles, et non plus seulement aux francophones : autre changement majeur. Les documents de l'AUF sont désormais traduits en anglais, en espagnol, en arabe, en vietnamien... Cette ouverture a permis à l'AUF d'élargir son réseau d'influence et de financement, en attirant aussi le secteur privé — la Banque mondiale, le « Project Management Institute », Orange ou Pierre Fabre.

Une croissance qui défie les tendances mondiales : depuis 2020, le réseau des établissements membres a franchi le cap symbolique des mille universités et centres de recherche — le plus grand réseau universitaire au monde, je le rappelais ; quarante réseaux scientifiques, disciplinaires ou multidisciplinaires, rassemblent plus de deux mille experts mobilisables sur des enjeux spécifiques ; le réseau de jeunes des CLÉF — Clubs Leaders Étudiants Francophones — compte deux cents clubs dans soixante-dix pays. L'implantation mondiale de l'organisation s'est densifiée, tandis que le nombre de domaines d'activité de l'Agence passait de moins de trente en 2019 à cent cinquante en 2024 — campus numériques, centres d'insertion professionnelle, laboratoires multimédias éducatifs, FabLab.

Le tout adossé à une gestion rigoureuse : un budget en hausse de 40 % entre 2020 et 2024 ; des sources de financement diversifiées et, en 2025, un plan de gestion de crise à la suite de la réduction des subventions publiques, à laquelle vous avez réagi fortement- et continuez de le faire-en alertant et en mobilisant en particulier les parlementaires.

Chères Consœurs, chers Confrères,

Monsieur le Président, Monsieur le Secrétaire Perpétuel,

Au terme de ces quelques repères du parcours impressionnant, d'une vie dans le siècle, toujours en devenir, vous comprendrez combien nous pouvons nous féliciter de notre choix collectif porté sur le Professeur Slim Khalbous en tant que membre associé — aussi bien pour ce qu'il représente aujourd'hui que pour ce qu'il a incarné durant ces dernières décennies ou pour le message d'avenir dont il est porteur.

L'Académie est à la recherche, comme je l'évoquais, d'un nouvel élan pour son collège de membres associés et, à travers lui, pour son propre positionnement. Sans pour autant rompre avec sa vocation d'études académiques pluridisciplinaires d'excellence sur toutes les questions ayant trait aux outre-mer — y compris, aujourd'hui peut-être plus qu'avant, mémorielles —, elle s'est clairement prononcée pour une contribution plus directe aux débats contemporains qui concernent son champ de compétence. La mise en place du groupe sur les relations Afrique-France ou, plus récemment encore, le Cycle sur les Outre-mer français, dont les conclusions principales vous ont été restituées il y a quelques jours, en sont la démonstration.

La veille qu'elle exerce depuis plusieurs années maintenant sur les dynamiques francophones est une autre manifestation de sa volonté d'être un lieu pérenne d'échanges, d'études, de sensibilisation-voire de formation- et de proposition, dans une logique d'aide à la décision — comme le veut l'Appel que nous transmettons aux Sommets successifs, dont au prochain, le XXe, qui se tiendra en novembre 2026, à Phnom- Penh.

L'Académie se veut ainsi un des points d'ancrage d'excellence, en France et dans le monde francophone, de la réflexion avec les francophones et sur la Francophonie.

Cher Slim Khalbous,

Alors que le multilatéralisme issu de l'après-guerre s'essouffle, vous plaidez, à cet égard pour une Francophonie qui ose se différencier et qui assume sa singularité. « Une Francophonie d'initiatives, et non de résignation ». Loin d'un suivisme ou d'un mimétisme stériles à l'endroit d'autres organisations internationales ou d'autres alliances, je partage-nous partageons- cette conception qui implique, ne l'oublions jamais, une connaissance plus exacte, par tous, de l'histoire, des acquis et du fait francophone-dont nous pouvons être fiers. Nous vous écouterons dans quelques instants avec attention sur ces problématiques.

Sur elles, et sur d'autres, votre présence à nos côtés, comme celle de tous les autres membres associés, dans leur diversité géographique, de cultures et de savoirs, augure favorablement du renforcement de nos capacités d'analyse, mais aussi d'invention, de communication et de mobilisation en faveur d'idéaux communs.

Il reste à mettre pratiquement ces promesses en œuvre. Comment ? Comment animer ce collège, être à son écoute ? Comment mieux l'impliquer dans nos activités ? Nous y travaillerons en liaison avec vous, avec vos conseils avisés.

À cette fin, et indépendamment de l'intérêt mutuel que l'Académie des Sciences d'outre-Mer et l'Agence universitaire de la Francophonie seraient susceptibles de trouver dans un partenariat actif- en nous inscrivant autant que faire se peut, pour ce qui nous concerne, dans la riche dynamique de vos réseaux scientifiques, et, pour l'AUF, en découvrant le vivier d'expertise de très haut niveau que recèle l'ASOM, ses académiciennes et ses académiciens, aux destins souvent étonnants - c'est, d'abord, votre expérience personnelle singulière de la gestion du travail en commun, en temps de paix comme en temps de crise, du débat démocratique, de la concertation stratégique et de la persuasion, qui nous seront précieuses.

C'est donc le lieu et le moment de vous renouveler, au nom de toutes mes Conscœurs et de tous mes Confrères, nos remerciements et de former le vœu, qu'en retour, vous trouviez à l'Académie — qui est heureuse et fière de vous accueillir officiellement — l'inspiration et le soutien amical nécessaires à la poursuite de votre engagement.

Monsieur le Recteur, cher Confrère,

Soyez le bienvenu parmi nous ! Dans une Maison qui vous a déjà adopté !

Je vous remercie.